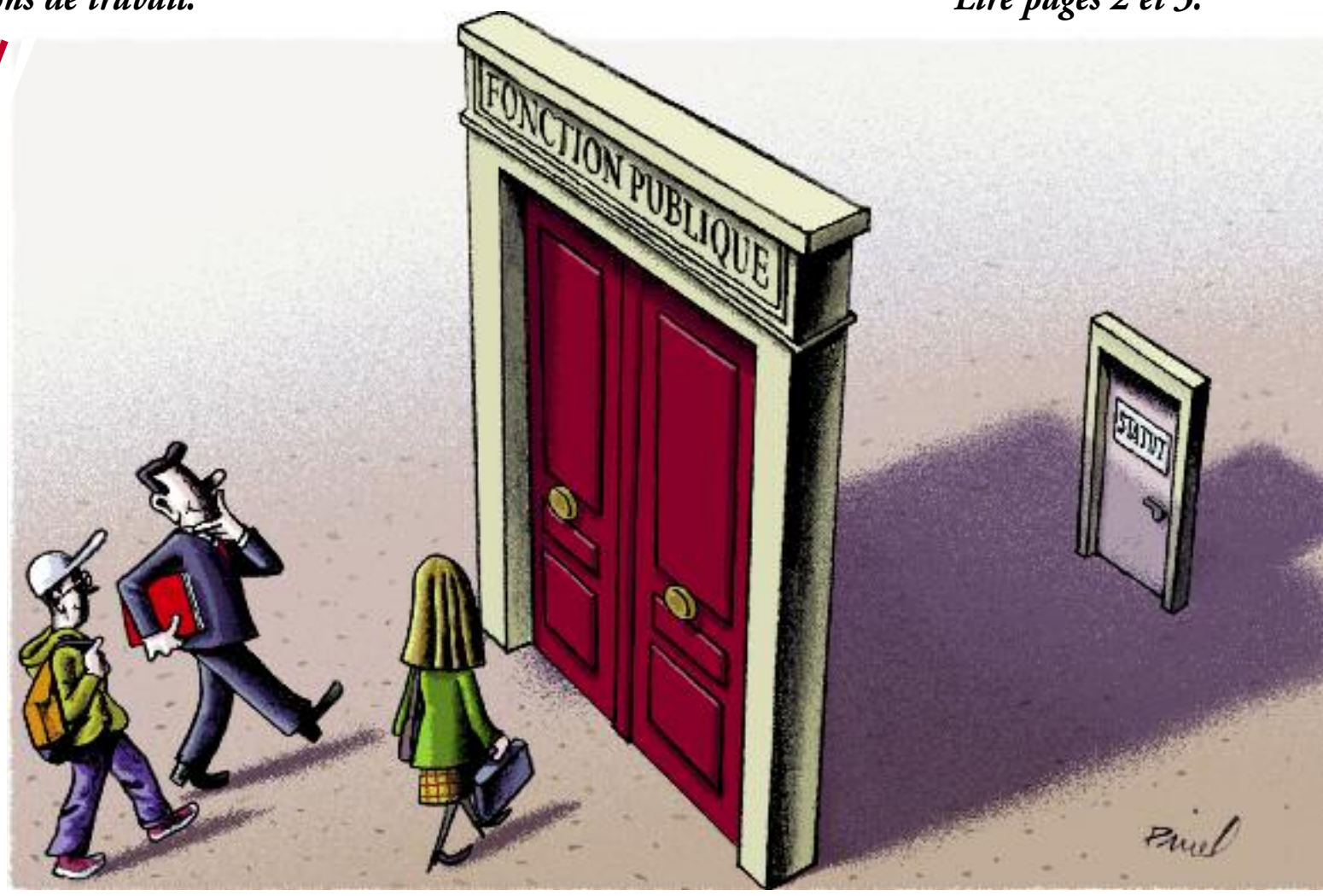
hebdomadaire
n° 3116 • 1,30 euro •
de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.
Directeur de la publication: J-C Mailly
141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14
Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

SALAIRES, EFFECTIFS, STATUT…

LA GRANDE COLÈRE DES AGENTS PUBLICS

La journée de mobilisation du 15 mai est l'occasion de dénoncer les effets du gel du point d'indice et la dégradation des conditions de travail.

Lire pages 2 et 3.



AGIR évènements

La présentation du plan gouvernemental d'économies budgétaires révèle que l'essentiel des mesures concrètes sera rendu public au second semestre.

Lire page 5

Un rapport parlementaire propose l'instauration d'un système de bonus/malus aux collectivités locales.

Lire page 8

La loi Sapin de mars dernier prévoit, dans certains cas, le regroupement des branches professionnelles et leur diminution.

Lire page 7

Une enquête de l'INSEE établit que 25% des SDF sont aussi salariés.

Lire page 9

LE PACTE DE RESPONSABILITÉ ET LE PACTE D'AUSTÉRITÉ NE FONT QU'UN

Lire l'éditorial en page 4

AGIR évènements

Le ministère des Affaires sociales envisagerait d'alourdir les prélèvements sociaux sur les Chèques-Vacances.

Lire page 7

AGIR évènements

Même dans sa nouvelle mouture, la réforme des rythmes scolaires demeure rejetée par la majeure partie des enseignants.

Lire page 8

MONTRER enquête

La Banque publique d'investissement (BPI) est-elle une banque d'affaires ou un fonds souverain? Dans tous les cas, son caractère public ne saute pas aux yeux.

Lire pages 13 à 15

15 mai: les agents publics mobilisés

JE NOUS TOUS AVEC FO! SERVICE PUBLIC

Effectifs publics: une progression en trompe l'œil

L'emploi a progressé de 0,3% en 2012 dans la fonction publique. Toutefois, derrière cette évolution globale se cache notamment une nouvelle chute des effectifs de l'État.

La fonction publique employait 5,5 millions de personnes au 31 décembre 2012, soit une hausse des effectifs de 0,3% en un an, indique l'INSEE dans une étude publiée le 23 avril. Cette progression du nombre de salariés dans les trois versants de la fonction publique (État, territoriale, hospitalière) frôle donc le zéro et fait suite à une baisse de 0,5% des effectifs de la fonction publique entre 2010 et 2011. Le léger mouvement de hausse, en 2012, de 13 800 emplois (hors contrats aidés), ne comble pas la perte précédente d'effectifs. La hausse minimale des effectifs globaux en 2012 a même tout du trompe-l'œil. En effet, la fonction publique de l'État (2,4 millions d'agents) voit ses effectifs baisser de 1%. Or ils avaient déjà baissé de 2% en 2011, notamment à travers les mesures de la RGPP (Révision générale des politiques publiques). Concrètement, les effectifs de l'État ne cessent de baisser depuis 2010.

DES HAUSSES… ET DES BAS

Derrière cette baisse de 1% des effectifs de l'État en 2012, se cache aussi la perte de 2,3% des effectifs des ministères. «*Dans chacun des ministères, notamment dans celui de la Défense, les effectifs diminuent*», indique l'INSEE. Par ailleurs, relève l'institut, près de la moitié de la progression (+4%) des effectifs dans les établissements publics est en fait imputable à «*la poursuite des transferts d'effectifs du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche vers les universités*». Du côté des deux autres versants de la fonction publique, la territoriale (1,9 million d'agents) et l'hospitalière (1,15 million), les effectifs sont à la hausse en 2012. Respectivement, +1,6% et +0,7%. Pour la territoriale, cette hausse, qui fait suite à une progression modérée de 0,3% en 2011, provient notamment de l'augmentation des effectifs des intercommunalités, lesquelles ont pris en charge de nouvelles compétences jusque-là confiées aux communes. Quant à ces dernières justement, elles ont vu progresser leurs effectifs de 1,2% en 2012. Oui, mais après «*deux années de baisse*», relève l'INSEE, notant aussi que les effectifs de titulaires augmentent de 1,4% dans toute la territoriale, tandis que les effectifs de non-titulaires progressent eux de 2,8%.

Valérie Forgeront

s pour l'emploi et le pouvoir d'achat

JE NOUS TOUS AVEC FO! SERVICE PUBLIC

Pour les fonctionnaires FO, la coupe de l'austérité est pleine

Mobilisés contre l'austérité salariale et la dégradation de leurs conditions de travail… les fonctionnaires FO préparent la grève du 15 mai.

Le Premier ministre a confirmé le gel des salaires des agents jusqu'en 2017. Les administrations de l'État continuent de perdre des effectifs, ce qui induit pour les fonctionnaires une surcharge de travail et des conditions de travail qui se dégradent… Par ailleurs, la rencontre du 29 avril entre les syndicats, dont FO, et la ministre de la Fonction publique, Mme Lebranchu, n'a rien apporté… Prévue dans le cadre des négociations sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR), cette rencontre porte en effet sur la gestion déconcentrée des agents. Les fonctionnaires devront en fait patienter jusqu'à la fin de l'année avant de pouvoir commencer à discuter avec leur ministre d'une possible refonte et revalorisation des grilles de salaires… Bilan de tout cela? Aujourd'hui, résume Christian Grolier, le Secrétaire général de la Fédération générale des Fonctionnaires FO (FGF FO), «*les agents publics en ont ras le bol!*». Malgré toute leur conviction à servir, à assurer une mission publique, assure-t-il, «*les fonctionnaires souffrent d'une perte de sens dans le cadre du travail*».

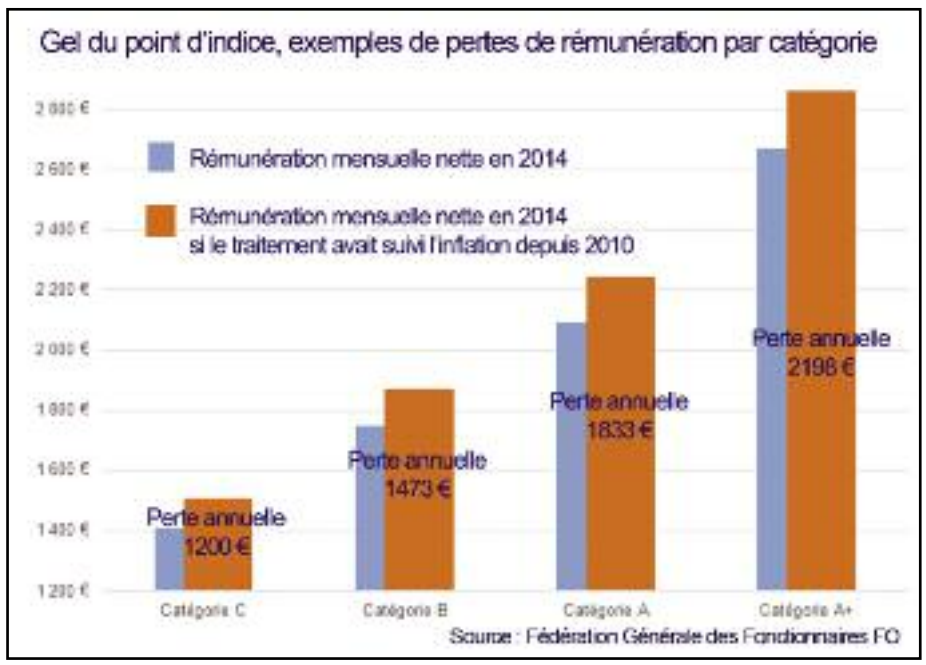
«LA MOBILISATION EST ÉVIDENTE»

Les nombreuses restructurations décidées depuis 2007 par la RGPP (Révision générale des politiques publiques), puis depuis 2012 par la MAP (Modernisation de l'action publique) ont désorganisé le travail des agents et cela a eu des conséquences lourdes. La FGF FO évoque ainsi les suicides au ministère de l'Écologie ou dans le secteur des finances… Aux difficultés dans l'exercice du travail s'ajoute l'appauvrissement salarial, notamment parmi les 2,3 millions d'agents de catégorie C (la plus basse). «*On compte de plus en plus de fonctionnaires en situation de précarité, voire de surendettement*», explique Christian Grolier. Pour les fonctionnaires, la journée d'action du 15 mai permet de dire clairement au gouvernement que cette politique d'austérité n'est plus tenable. «*La mobilisation pour le 15 mai est évidente*», constate le Secrétaire général de la FGF FO.

V.F

POINT D'INDICE

Le gel salarial fait fondre le pouvoir d'achat des agents



Sauf à nier la réalité, il est impossible de taxer les fonctionnaires de nantis. Depuis 2010 le point d'indice, la base servant au calcul de leurs salaires, est gelé. Or la hausse des prix s'est établie à 2,1% en 2011, à 2% en 2012, puis à 0,9% en 2013. Pour 2014, l'inflation est estimée à 1,4%. Conséquences? Le pouvoir d'achat des agents publics commence sérieusement à fondre. La Fédération générale des Fonctionnaires FO (FGF FO) estime ainsi la perte à 16% depuis 2000. Rien qu'en quatre ans, la baisse du pouvoir d'achat est importante, explique la FGF FO, exemples à l'appui. Ainsi, un adjoint administratif de catégorie C (la plus basse) qui percevait un salaire net de 1 432,13 euros en 2010 perçoit aujourd'hui 1 410,04 euros. L'augmentation de 7,85% à 9,14% de la retenue pour pension, appliquée à tous les agents, a en effet conduit à une baisse du salaire net. Toutefois, si le salaire de cet agent avait suivi l'inflation, il s'élèverait à 1 510,04 euros. Chaque mois, l'agent perd donc 100 euros net. Selon ce même calcul, un secrétaire administratif (cat. B) perd lui 122,83 euros. Pour un professeur des écoles (cat. A), la perte s'élève à 152,81 euros. Pour un administrateur civil (cat. A+), il s'agit de 183,20 euros…

L'URGENCE D'UN RATTRAPAGE SALARIAL

Selon les pouvoirs publics toutefois, les agents ne perdraient rien grâce à leur ancienneté et aux primes… Faux, rétorque FO, rappelant que le GVT (le glissement vieillesse technicité) traduit sur le plan salarial la progression logique dans la carrière, mais «*n'a pas vocation à compenser l'inflation*». Quant à la GIPA, la garantie individuelle de pouvoir d'achat, créée en 2008, «*elle est la démonstration qu'il y a bien un problème de pouvoir d'achat!*», ironise Christian Grolier, le Secrétaire général de la FGF FO. Versée tous les quatre ans, la GIPA ne concerne pour l'instant que 360 000 fonctionnaires. Par ailleurs, elle n'équivaut mensuellement qu'à quelques euros pour un agent de catégorie C. De son côté, la PFR (prime de fonctions et de résultats), créée en 2009, prétend rétrocéder aux agents la moitié des gains obtenus par l'État à travers la suppression d'effectifs. Contestée par FO, cette prime liée à l'occupation d'un poste et à la performance de l'agent ne s'applique pas à la catégorie C. Par ailleurs, «*par son mode de calcul, cette prime crée une grande inégalité entre les agents*», remarque Christian Grolier. Pour la FGF FO, le rattrapage du pouvoir d'achat est donc une «nécessité urgente», et cela passe par une hausse générale des salaires à hauteur de 8%.

V.F.

L'éditorial de Jean-Claude Mailly

LE PACTE DE RESPONSABILITÉ ET LE PACTE D'AUSTÉRITÉ NE FONT QU'UN

Ceux qui, y compris dans le mouvement syndical, acceptent le pacte de responsabilité/solidarité décidé par le président de la République, acceptent dans le même temps la réduction des dépenses publiques et sociales de 50 milliards d'euros sur trois ans.

Il suffit, pour s'en convaincre, d'entendre le président de la République expliquer que pour financer l'allégement du coût du travail et les réductions d'impôt pour les entreprises, il faut obtenir les 50 milliards d'euros. Le pacte de responsabilité et le pacte d'austérité ne font qu'un!

Le cumul des pactes* constitue un véritable fromage pour les entreprises. Dans les 50 milliards d'euros annoncés, auxquels il faut ajouter 4 milliards sur 2014, les entreprises gagneront, en plus du CICE (20 milliards l'an prochain), 10 milliards d'exonération de cotisations patronales et près de 8 milliards de réductions fiscales. Soit, au total, 38 milliards d'euros. Sur toute la période 2012-2017, compte tenu des augmentations d'impôt au départ, elles devraient engranger 26 milliards d'euros. *A contrario*, sur toute la période également, les ménages devraient être impactés de 23 milliards d'euros, entre les augmentations fiscales et les pressions sur les prestations!

Il faut ainsi souligner que le gel des prestations sociales (hors minima sociaux) et le gel des salaires vont par définition diminuer le pouvoir d'achat. Un fonctionnaire de catégorie C (qui gagne moins aujourd'hui qu'en 2010 compte tenu de l'augmentation des cotisations) perd, avec le gel, 100 euros par mois sur un salaire de l'ordre de 1 410 euros.

Si tout cela ne constitue pas une accentuation de l'austérité, autant expliquer qu'il fait soleil quand il pleut! Si tout cela est marqué du sceau de la justice sociale, autant expliquer que l'accroissement des inégalités serait une vertu jaurressienne!

Quant aux «contreparties» du pacte de responsabilité, en matière de rémunération on a la réforme du président du MEDEF: il faut un sous-SMIC temporaire et de la modération salariale!

Tout cela n'est ni acceptable, ni juste, ni progressiste. Pire, les effets à court terme risquent d'être récessifs car la réduction des dépenses publiques et sociales et le gel des prestations vont planter la consommation, l'investissement et donc l'activité économique et l'emploi.

Pour les ménages, lourdement mis à contribution, la confiance va en prendre un coup et ce pacte régressif risque d'avoir un effet dépressif.

Nous continuerons donc à le dénoncer, notamment le 15 mai en appui aux trois fonctions publiques et à l'appel de l'Union interfédérale FO des fonctions publiques.

* *Pacte de stabilité, pacte budgétaire européen, pacte de responsabilité/solidarité.*

Retrouvez Jean-Claude Mailly sur les réseaux sociaux: https://www.facebook.com/jcmailly et https://twitter.com/jcmailly

hebdomadaire

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière, fondé pendant la guerre sous le titre de *RÉSISTANCE OUVRIÈRE*.
Directeur de la publication: J-C Mailly
141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14
Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 83 62
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

Chaque semaine, *FO Hebdo* envoie ses reporters aussi bien pour couvrir les séances de négociations interprofessionnelles que pour des enquêtes dans les entreprises et les chantiers. Des articles, des informations que vous ne lirez nulle part ailleurs. Un journal que vous ne trouverez pas dans les kiosques mais qui sera chaque semaine dans votre boîte aux lettres pour 54€ par an (18€ seulement pour les adhérents de Force Ouvrière).

NOM..... PRÉNOM.....
ADRESSE .....
VILLE..... CODE POSTAL .....
TÉL.....

À RENVOYER À *FORCE OUVRIÈRE HEBDO*, SERVICE ABONNEMENT, 141, AV. DU MAINE, 75680 PARIS CEDEX 14, ACCOMPAGNÉ D'UN CHÈQUE LIBELLÉ AU NOM DE *FORCE OUVRIÈRE HEBDO*.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse: Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: F. Blanc (8466), Révision: M.-P. Hamon (8468)

Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Santé, retraite: F. Lambert (8456)

Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Jamel Azzouz (8289)
Mathieu Lapprand (8469)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n°s de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr
Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 2e trim. 2014
Commission paritaire : 0911S05818